



Le 21 décembre 2012

RIALTO Investigations : C'est non !

Dans le cadre d'un mouvement national au sein des DIRCOFI, les vérificateurs ont signé massivement la pétition demandant le retrait de l'application RIALTO Investigations.

Dans les autres structures du Contrôle Fiscal en DRFiP et DDfiP, les agents concernés marquent aussi leur opposition en signant la pétition avant même que la date de généralisation ne soit connue.

En effet, cette application ne répond pas aux besoins des vérificateurs et des chefs de brigade :

- l'application est chronophage (temps de saisie, ...),
- l'application standardise et normalise le contrôle fiscal,
- l'application sous couvert de traçabilité est de fait un instrument de surveillance des agents, ceux-ci passent plus de temps à se justifier qu'à conduire des investigations leur permettant de réaliser un travail de qualité et à lutter contre la fraude,
- l'application ne saurait se substituer aux besoins de formation initiale et continue,
- l'application ne répond pas au besoin de soutien technique nécessaire lorsque la fraude se diversifie et se complexifie,
- l'application n'apporte aucun soutien en matière de procédures.

Les agents réclament des moyens humains, matériels et juridiques pour réaliser un contrôle fiscal de qualité où l'initiative aura toute sa place.

Les agents s'opposent à la généralisation de l'application RIALTO Investigations dans les DRFiP et DDfiP et exigent son abandon pour les DIRCOFI.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP appellent au boycott de RIALTO Investigations dès le 1^{er} janvier 2013.